

engagé à ne pas avoir recours au service obligatoire. Et pourtant, avant même que la guerre fut déclarée, cette ligne de conduite fut modifiée sans plébiscite, sans appel au peuple et sans la tenue d'élections générales. Or, personne n'a protesté parce que les Anglais ont compris que des événements s'étaient produits dont l'importance dépassait immensément celle des engagements pris par le gouvernement avant les élections. Et qu'elle fut la conduite du président Roosevelt? Au cours de la dernière campagne électorale, il a clairement promis aux mères américaines que si les Etats-Unis étaient entraînés dans la guerre, aucun soldat américain ne serait envoyé au combat sur un sol étranger. Mais, il y a à peine deux jours, des troupes expéditionnaires américaines sont débarquées en Irlande et des milliers d'autres soldats doivent les suivre. A-t-on entendu une seule protestation du fait que le Président avait violé l'engagement donné au peuple? Je n'en ai pas entendu une seule. C'est que les Américains comprennent que la gravité de la situation fait naître des conditions en présence desquelles l'engagement pris n'a plus qu'une infime importance.

Dans le mémorable discours qu'il a prononcé devant les deux Chambres du Parlement, à Ottawa, M. Churchill a parlé de la gravité de l'heure et a ajouté qu'il n'y avait pas une semaine, pas un jour, pas une heure à perdre. Comment répondons-nous à cet appel urgent? Nous avons apparemment beaucoup de temps à perdre. Dans deux mois, peut-être plus, nous tiendrons un plébiscite. Il y aura ensuite au Parlement, sur le résultat de ce plébiscite, un débat qui durera encore environ un mois. Et qu'arrivera-t-il après cela? Personne ne le sait. Voilà notre réponse à l'appel urgent de M. Churchill: nous allons perdre trois ou quatre mois de cette manière et personne ne sait ce qui arrivera après.

Pendant que nous discutons ainsi, que font-ou de nos soldats qui sont déjà rendus outre-mer? Quand verront-ils venir des renforts? Des militaires, des officiers supérieurs, tant anglais que français, ont depuis longtemps déclaré qu'il fallait absolument un plus grand nombre d'hommes. Maintenant que nous avons déjà envoyé des soldats outre-mer, allons-nous les abandonner à leur sort quand viendra l'heure de l'offensive sur le continent? Si la chose ne presse pas, si nous avons un nombre suffisant de soldats bien formés, prêts à répondre à tout appel urgent, pourquoi dans ce cas avons-nous envoyés à Hong-Kong des hommes qui ne l'étaient pas suffisamment? Nous demandons au Gouvernement de prévenir la répétition de tragédies de ce genre en établissant maintenant la guerre totale. Mais que signifie la guerre totale? Simplement que

L'hon. Mme FALLIS.

tous les hommes d'âge militaire, oui, et aussi toutes les femmes, doivent être placés là où ils ou elles peuvent rendre les plus grands services à leur pays, sur la ferme, à l'usine ou dans nos forces armées, chez nous ou à l'étranger. Cela signifie, pour autant qu'il est humainement possible d'y arriver, l'égalité de sacrifices, tant dans le domaine de la finance que dans le service actif.

Honorables membres du Sénat, en ma qualité de femme, je vous dis aujourd'hui, avec toute la sincérité dont je suis capable, que les mères, les veuves et les fiancées des soldats qui ont été envoyés à Hong-Kong n'ont que faire des engagements pris avant les élections et que la majorité des femmes canadiennes sont du même avis. Or, à cause des sacrifices qu'elles ont déjà faits et des autres plus grands encore qu'elles devront faire à l'avenir, les femmes du Canada ont le droit d'exiger de leur gouvernement qu'il emploie tout notre talent, tout notre argent et toutes nos énergies à l'instruction militaire et à l'équipement d'un nombre de soldats suffisant pour que leurs maris et leurs fils ne soient pas envoyés sur un théâtre de guerre avant d'avoir été suffisamment formés et équipés. Nous demandons aussi que le gouvernement se mette à l'œuvre tout de suite afin que le Canada ne soit pas au nombre des pays qui ont fait le jeu de la politique jusqu'à ce que le désastre soit devenu inévitable.

L'honorable LOUIS COTÉ: Il y a déjà quelques années, j'ai eu l'honneur de proposer l'adresse en réponse au discours du trône, mais depuis je n'ai participé à aucun débat sur l'Adresse. Nous avons accoutumé de laisser cette tâche à nos chefs. En 1940, il n'en fut pas question, puisque, vous vous en souvenez tous, le Parlement a été prorogé quelques heures seulement après sa réunion. Le premier ministre avait alors décidé de tenir des élections générales à un moment où le peuple canadien ne saisissait pas encore toute la gravité du conflit et où, par conséquent tout concourait à accroître ses chances d'être maintenu au pouvoir. Le geste et le diagnostic politique de M. King dénotaient de la perspicacité et lui valurent du succès, mais ce fut un affront à l'autre Chambre et à celle-ci. Il fut réélu par une grosse majorité, une majorité amplement suffisante pour lui permettre de faire adopter par le Parlement toutes les mesures nécessaires à assurer la sécurité nationale et à remporter la victoire sur l'ennemi dans la bataille que nous avons entreprise pour sauver notre âme et notre vie nationales.

Voici qu'aujourd'hui je romps mon silence accoutumé, non pas pour discuter sur la grandeur du conflit ni d'une manière générale sur